



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

11/06/2026

Regard sur le 54ème congrès de la CGT

Troisième partie : Que signifie la lutte

contre « l'extrême-droite » ?

Où en est la CGT ? Où va-t-elle ?

Nous aborderons, dans ce troisième article, une question nous paraissant essentielle dans l'analyse du 54^{ème} congrès de la CGT et de l'état du syndicat, au plan idéologique, avec les conséquences que cela peut entraîner pour le syndicalisme de lutte des classes. Il s'agit de la question idéologique mise en avant en premier par la direction reconduite de la CGT : la « lutte contre l'extrême-droite » ; l'idée étant à la fois de regarder en quoi ce thème centralise la pensée de la direction de la CGT et du congrès et de ne pas limiter la question à la seule CGT, mais de l'élargir à la nature du fascisme et à la stratégie pour le combattre. Ensuite, nous essaierons de caractériser le sens de ce congrès concernant la CGT et l'impact dans l'organisation, en regardant où en sont les militants de la CGT sur les enjeux essentiels de lutte des classes.

La lutte contre « l'extrême-droite »

Il nous paraît important de revenir sur les raisons nous faisant considérer cette question comme centrale et emblématique de l'analyse défailante et de l'orientation de la CGT, déclinées dans les deux articles précédents.

La direction de la CGT revendique la centralité de la lutte contre « l'extrême-droite »

En premier lieu, la direction de la CGT, par son document d'orientation ou par la voix de sa secrétaire-générale affirme à cor et à cri que cette lutte contre « l'extrême-droite » est une priorité. Rappelons simplement les mots de Sophie Binet, interviewée par L'Humanité : « Notre congrès de Tours s'est d'abord résolument engagé à mettre toutes les forces de la CGT pour barre la route à l'extrême-droite. Il s'agit d'un point-clé qui cimente toute l'organisation. ». Ce qui suit, peu après, est également significatif : « L'extrême-droite a besoin du Capital pour arriver au pouvoir... ». Cette courte phrase est emblématique de l'erreur d'analyse complète à laquelle se livre la direction de la CGT et qu'approuve le congrès.

Rappelons les fondamentaux : quoi qu'espèrent les dirigeants du RN en termes d'accès au pouvoir, ce n'est pas eux qui décident. C'est la classe dominante, le Capital décide, en fonction de la situation, du discrédit des uns et des autres, quel courant idéologique sera le mieux à même d'appliquer sa feuille de route. Et la classe capitaliste a plusieurs fers au feu, même si les héritiers de ceux qui se sont partagés le pouvoir jusqu'en 2017, le PS et LR sont au fond du trou. Le RN est certes une possibilité, mais aux côtés d'autres, comme la poursuite du macronisme, si ça passe grâce au « Front républicain » ou encore LFI.

La lutte contre l'extrême-droite est un fondement de l'analyse erronée de la CGT à propos du monde dans lequel nous vivons

Il faut relier tout cela aux concepts d'alliance entre le RN et une partie du Capital ou encore d'internationale d'extrême-droite, désormais essentiels dans le désastreux corpus idéologique de la CGT. L'analyse de la CGT est erronée, mais pas à cause de cela c'est un élément essentiel de cette erreur. Tout ce qui caractérise les analyses politiques de la CGT, à propos de la France et du monde, développé en première partie, est lié inextricablement à cette idée fixe de « l'extrême-droite » et de la nécessité d'un combat contre elle. On peut tout faire défiler.

C'est un élément essentiel de la caractérisation de la situation hors de la lutte des classes, et ce d'autant plus: « l'extrême-droite » remplace désormais le Capital comme ennemi dans le logiciel de la CGT. C'est non moins important dans l'inversion faite par la CGT des questions économiques et idéologiques, donnant, contre toute réalité, le primat aux secondes. Le capitalisme, selon la CGT, évoluerait en fonction de courants idéologiques, en général non définis, comme néolibéral, libertarien ou d'extrême-droite. Et non en fonction des nécessités liées à la baisse tendancielle du taux de profit et à la question de l'accumulation du capital. De la même manière cette « lutte » est essentielle pour la défense de notre propre impérialisme, caractérisée par la CGT des mots « démocratie » et « République » car le postulat de base c'est: « l'extrême-droite » serait un ennemi de cette « démocratie » et cette « République », alors que, bien au contraire, il est, comme la direction de la CGT, une composante de notre puissance impérialiste française. Le concept erroné « d'Internationale de l'extrême-droite » sert de socle à toute la pseudo analyse internationale, et expliquant en partie l'absence totale de référence à la colonisation en Palestine, puisque celle-ci ne trouve aucune place dans ce récit, car tous les États impérialistes européens, comme la France, sont considérés par la CGT comme des « démocraties », en sont parties prenantes. Plus globalement, la lutte de la Résistance palestinienne, contre le sionisme, un courant politique jamais dénoncé par la CGT, et l'ensemble de l'impérialisme occidental est un élément suffisant pour annihiler totalement la fausse analyse du monde hors impérialisme de la CGT.

La lutte contre « l'extrême-droite » est au cœur de l'orientation de la CGT

Cette idée est également centrale car reliée à pratiquement tous les éléments phares de l'orientation de la CGT définie lors du 54^{ème} congrès, présentés dans notre deuxième partie. Elle est complètement liée à l'intégration de la CGT au système, puisque la défense de la démocratie bourgeoise donne tout son sens à cette lutte. L'abandon des luttes se justifie, au nom de cette priorité d'ailleurs les revendications ne sont souvent examinées qu'en tant qu'elles permettent de défaire « l'extrême-droite ». C'est aussi un renfort pour le syndicalisme rassemblé, la fidélité à la CES et la CSI, puisque ce concept rassemble les directions syndicales en question, témoin le fameux « meeting international contre l'extrême-droite », évoqué plus haut, dans lequel de hauts dirigeants des confédérations européenne et internationale ont pris toute leur part. La sécurité sociale professionnelle, cheval de Troie mis en place par la direction de la CGT en vue de l'abandon du 100 % Sécu et, à terme de la Sécurité sociale de 1945, a été présentée à plusieurs reprises comme une réponse à la montée de l'extrême-droite. Même l'accélération de la verticalisation de la CGT, par la porte d'entrée des UL porte un lien avec « l'extrême-droite ». Le document d'orientation validé porte cet extrait : « *Par ailleurs, les scores électoraux de l'extrême droite sont moins élevés dans les villes et villages où la CGT est présente et visible régulièrement qu'ailleurs.* » (alinéa 176), ce qui justifie de concentrer l'activité des UL sur des questions annexes, comme celle-ci. Enfin, la lutte contre « l'extrême-droite » est, avec l'idée de « porter les revendications des travailleurs dans les élections », la justification de la volonté de transformer la CGT en un lobby politicien. Ce fut, on se souvient la seule justification apportée à l'engagement de la CGT aux côtés du conglomerat politicien de la gauche, à l'été 2024.

Et si l'on questionnait cette notion « d'extrême-droite » ?

Nous l'avons maintes fois écrit, le concept « d'extrême-droite » n'est jamais défini, ni par la CGT, ni par les nombreux politiciens, particulièrement à gauche, utilisant à tour de bras ce concept. La référence fréquente aux années 30 donne à penser que ce serait le fascisme, mais, alors, pourquoi utiliser un autre mot ? Est-ce qu'il s'agit d'une variante du fascisme des années 20/30/40, d'un mélange entre fascistes et ultra-réactionnaires, d'un courant nationaliste ? Nous n'en savons rien.

Essayons de prendre les choses dans un autre sens. Est-ce que le RN, qui est manifestement au cœur de ce que la CGT et d'autres appellent « l'extrême-droite », est un parti fasciste ? Si par fascisme, on entend celui des années 20/30/40, pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la réponse est : non. Et ce, pour deux raisons ; la première: nous cherchons en vain les Chemises noires et les SA, les milices dont le but premier était de casser les grèves ou réprimer les opposants politiques. Aujourd'hui, en France, la police et la justice effectuent ce travail, pas besoin de fascisme. C'est d'ailleurs la seconde raison de notre réponse négative à la question : la Bourgeoisie capitaliste aujourd'hui n'a nul besoin du fascisme, car aucune des raisons justifiant son arrivée pour le Capital, dans les années 20 et 30 n'existe. Il n'existe pas de menace révolutionnaire. La Bourgeoisie contrôle tous les moyens d'information et utilise les forces spéciales de répression (police et justice) sans aucune limite ni réticence de leur part. Enfin, l'instrumentalisation de la nouvelle petite bourgeoisie, à la place de l'ancienne, les petits possesseurs des moyens de production et d'échange, par le Capital a pris d'importantes proportions, dans la gauche, comme dans les courants macronistes, notamment au travers du concept d'écologie politique, comme on a pu le voir récemment avec l'affaire du forage en Guyane. Dimitrov définissait ainsi le fascisme, en 1935 : « *Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même.* ». Or, à notre stade impérialiste, ce pouvoir du Capital Financier lui-même est en place dans la plupart des États impérialistes dont le nôtre, et sans le fascisme.

C'est le moment de s'interroger aussi sur ce que disait, dans ses *Écrits corsaires*, Pier-Paolo Pasolini, le cinéaste et écrivain italien, marxiste-léniniste : « *Une bonne partie de l'antifascisme d'aujourd'hui, ou du moins de ce que l'on appelle antifascisme, est soit naïf et stupide, soit prétextuel et de mauvaise foi. En effet, elle combat, ou fait semblant de combattre, un phénomène mort et enterré, archéologique, qui ne peut plus faire peur à personne. C'est en quelque sorte un antifascisme de tout confort et de tout repos. Je suis profondément convaincu que le vrai fascisme est ce que les sociologues ont trop gentiment nommé la société de consommation.* ». Et il ajoutait : « *Depuis que la gauche a adopté l'économie de marché, il ne lui reste qu'une seule chose à faire pour garder sa posture de gauche : lutter contre un fascisme qui n'existe pas.* ». Nous ne prenons pas forcément à notre compte l'ensemble de ce que dit Pasolini, mais il apporte, indubitablement des éléments de réflexion, dans un climat où la tendance à traiter de fasciste n'importe quel réactionnaire établit une confusion ne permettant pas de comprendre ce qu'était le fascisme autrefois et ce qu'il peut être aujourd'hui.

Il existe aujourd'hui des fascistes organisés, nous ne le nions pas comme feu Quentin Deranque. Nous entendons là des admirateurs du 3^{ème} Reich voulant le remettre au goût du jour. Il en existe et ils font des ravages, dans certaines villes de France, ils se sentent en impunité et organisent des défilés, parfois autorisés par l'État bourgeois. Il y en a même au sein du RN. Mais cela ne fait pour autant pas de tous les réactionnaires, ni de tous les racistes, des fascistes, Quand la CGT parle d'internationale de « l'extrême-droite », ni Poutine, ni Trump ne sont des fascistes, répondons nous, ne voulant pas dire que les multinationales dont ils sont les fondés de pouvoir n'utilisent pas des idées ou des groupes se réclamant du fascisme. Aujourd'hui, en Europe, avec notamment la guerre impérialiste en Ukraine, la guerre idéologique contre les communistes et spécialement l'URSS a pris un tour tel que la défense de l'Allemagne nazie, implicite ou explicite, est étendue à des cercles bien plus large que ce que l'on peut qualifier de fascisme, au sens des années 20/30/40. De plus en plus, la victoire de l'Armée Rouge, en 1945 est remise en cause et par des courants politiques et idéologiques très divers. Joukov avait vu juste : « *Nous les avons débarrassés du nazisme, ils ne nous le pardonneront jamais.* ». Pour ne prendre qu'un exemple, la défense du concept inventé par Göring d'Holodomor, est étendue à une bonne partie de la gauche. Les députés de gauche ayant voté la reconnaissance de l'Holodomor au Parlement français sont objectivement des défenseurs du nazisme, ce ne sont pas pour autant des fascistes. Le concept de totalitarisme a été introduit pour brouiller les pistes et extraire le fascisme du capitalisme comme s'il s'agissait de deux choses différentes. Ceci est d'ailleurs ce qui est sous-tendu par la CGT, quand elle exclut « l'extrême-droite » de la « République ». Encore une erreur capitale.

Retour sur la position de la CGT

Le combat de la CGT contre « l'extrême-droite » semble se limiter à combattre des organisations et non des idées. C'est pourquoi ni Macron et ses divers premiers ministres mettant en place des mesures à caractère fascisant, ni les dirigeants de droite rivalisant de surenchère sur l'Algérie ou les OQTF, ni même Attal qui théorise la fin complète de la Sécurité sociale de 1945 ne sont qualifiés d'extrême-droite. Or, le Capital n'a pas besoin du RN en tant que tel, mais de la politique qu'il pourrait mener s'il était au pouvoir, casse des acquis de la Libération et division des travailleurs par le biais du racisme. Non seulement il existe pléthore de candidats afin d'appliquer une telle politique, mais cela à commencer depuis des années sous le haut patronage de Macron, que la direction de la CGT persiste à ne pas considérer comme un ennemi de classe, et le principal représentant de la classe dominante. De même, on peut le constater à la lecture du document d'orientation adopté par le congrès, la « contestation de la mainmise du Capital », par ailleurs peu évoquée dans le texte, soit considérée seulement comme un moyen de lutter contre cette fameuse extrême-droite et non pas le fondement même de l'orientation de la CGT.

L'extrême-droite n'étant pas définie, on ne sait pas où elle commence, si elle inclut Retailleau, auteur d'un projet de loi adopté au Sénat à propos de « l'entrisme », non pas des sionistes, mais des musulmans et facilitant la possibilité pour l'exécutif de dissoudre des organisations lui étant hostiles ni Macron et sa clique, auteurs de la loi de transformation de la fonction publique, transposant dans le monde actuel les lois corporatistes du fascisme des années 20/30/40. Si l'on partait du postulat que l'extrême droite est bien le fascisme, il n'en demeurerait pas moins que cette mise à part de l'extrême-droite, en réalité le RN, par la CGT est encore une prise de distance avec l'histoire du mouvement ouvrier de lutte des classes ayant toujours rappelé que la démocratie bourgeoise crée le fascisme quand le besoin s'en fait sentir pour le Capital et qu'il n'y a pas de différence de nature entre les deux.

Comment combattre « l'extrême-droite » ? La conception de la CGT est claire, on rassemble au maximum tout le monde n'étant pas « d'extrême-droite » contre « l'extrême-droite », et encore une fois, même si ce n'est pas l'essentiel, pose la question de la définition de « l'extrême-droite ». Ce rassemblement se ferait au nom de « notre République », formule utilisée plusieurs fois dans le document, qui sert pour justifier, par exemple, la défense absolue de l'audiovisuel public, organisme de propagande de l'impérialisme français. Cela renvoie à un « nous » mythique au-delà des classes.

Pour caractériser un des éléments essentiels de l'idéologie du fascisme, Georges Dimitrov, dans *L'Idéologie du fascisme*, écrit ceci : « *Le fascisme, en général, nie les classes et les contradictions de classe. Au lieu de la véritable division de la société en classes, en exploités et exploités, l'idéologie fasciste affirme la primauté du "peuple unique", mais sous un voile mystique qui masque les véritables rapports de domination et d'exploitation, en tant que "compatriotes appartenant à la même nation", à la même "nationalité", dont les intérêts internes et externes sont en harmonie avec ceux de toutes les classes et de toutes les couches sociales.* ». Cela s'applique totalement aujourd'hui au RN, quelle que soit la qualification politique qu'on lui décerne, fascisme ou pas. Mais l'opération, c'est le problème, consistant à « masquer les véritables rapports de domination et d'exploitation », s'applique aussi à l'orientation de la CGT, notamment dans sa lutte contre « l'extrême-droite » et le rassemblement allant avec. Au lieu de remplacer les classes sociales par le concept faux de « les Français » ou la « France » comme le fait le RN (et Retailleau et Attal), on le remplace par le concept tout aussi faux de « la République ». Les deux utilisations servent un même but : empêcher la compréhension de la division de la société en classes antagoniques. La direction de la CGT utilise, comme les ultra-réactionnaires, des concepts corporatistes, au sens que le mot avait du temps du fascisme des années 20/30/40 : l'union par-delà les classes ; fait au nom d'une mythique République, plutôt qu'au nom du racisme ne change rien à l'affaire.

Quand la CGT parle des contre-pouvoirs, concept de l'idéologie dominante, en-dehors de tout rapport de classes, que « l'extrême droite » combattrait (encore l'audiovisuel public), il est bon de rappeler que le fascisme n'a jamais combattu la justice, la presse ou même le monde universitaire, il s'est contenté d'utiliser la première, de contrôler la deuxième et d'épurer le troisième. Le seul contre-pouvoir dans la société capitaliste, c'est le prolétariat organisé en classe et ses organisations. Dans cette affirmation fautive et encore dans l'idée que « *l'extrême-droite ne doit jamais être mise dos à dos avec aucune force politique* », on trouve encore la négation ou l'effacement des classes.

En conclusion, nous pouvons dire qu'un corporatisme « trans-classes » peut en cacher un autre.

La constitution de Fronts populaires comme réponse au fascisme ?

La question de la nature du fascisme et surtout celle de la réponse qu'a déterminée l'Internationale en 1935 pour lutter contre lui sont aujourd'hui interrogées dans le mouvement communiste international. Si l'on regarde l'histoire, la réponse consistant à constituer des fronts populaires a eu objectivement deux conséquences. Elle a sauvé la démocratie bourgeoise classique, qui, une fois la guerre terminée, a tout fait pour détruire l'URSS et les pays socialistes d'Europe jusqu'à y parvenir. Et elle a favorisé les fusions entre partis communistes et partis sociaux-démocrates, notamment en Hongrie et Pologne, traduites par des formes de socialisme discutables ayant ouvert la voie à la contre-révolution. En France, nous l'avons dit à propos de la colonisation, mais plus largement, cette conception des fronts populaires, qui a perduré après 1945 est en grande partie responsable de la droitisation du PCF puis de sa disparition. Maurice Thorez, rappelons-le dans sa fameuse interview au Times en 1946, base idéologique de la déviation révisionniste, le « socialisme à la française », proposait la fusion entre la SFIO et le PCF. Voilà ce qu'a donné la stratégie de front populaire !

La stratégie de front populaire, devant être provisoire, a supplanté définitivement la stratégie initiale « classe contre classe » dans de nombreux partis communistes d'Europe. Elle a constitué des alliances entre les partis communistes, qui combattaient le capitalisme et des forces sociales-démocrates et bourgeoises, le défendant. Elle a institutionnalisé la notion de gauche à la place de celle de socialisme. Or, comme le disait Brecht : « *le fascisme ne peut être combattu que comme la forme la plus éhontée, la plus impudente, la plus oppressive, la plus menteuse du capitalisme. Dès lors, comment dire la vérité sur le fascisme, dont on se déclare l'adversaire, si l'on ne veut rien dire contre le capitalisme, qui l'engendre ?* ». Conclusion, on ne peut combattre le fascisme sans combattre le capitalisme.

Donc, la tactique de large alliance de la CGT est un fourvoiement. On ne peut combattre le RN, fasciste ou pas, en s'alliant avec la CFDT, la gauche politique, qui veulent aménager le capitalisme, encore moins avec les macronistes voulant le durcir. La lutte contre « l'extrême-droite » n'est donc qu'un rideau de fumée destiné à masquer la mise à l'écart de la lutte des classes et la conversion à la collaboration de classes.

Un bilan du congrès : un palier a été franchi

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, ce congrès a remis la machine sur les rails, c'est-à-dire a mis de côté les critiques et les espoirs nés du précédent congrès, le 53^{ème}. Sans surestimer ce que le 53^{ème} congrès a apporté, on peut le noter, pour la première et unique fois dans l'histoire de la CGT, le bilan d'activité de la direction sortante a été repoussé ; un tiers des mandats des syndicats représentés au congrès s'est porté sur les candidatures à la CE confédérale de trois camarades, syndicalistes de lutte des classes, dont les candidatures avaient été écartées par l'appareil bureaucratique et le document d'orientation proposé a été amendé dans un sens qui retirait un certain nombre d'éléments de collaboration de classe, comme l'union avec la FSU ou le chemin en commun avec la multinationale Greenpeace.

Le 54^{ème} congrès a fait tout le contraire, avalisant, par exemple, le processus avec la FSU, repris par la direction en opposition aux décisions du congrès précédent. Et, surtout, elle a repris et considérablement aggravé le processus de conversion de la CGT à la collaboration de classe. La renonciation à la socialisation des moyens de production et d'échanges date de 1995, le concept de syndicalisme rassemblé de 1998, les tentatives de verticalisation de la CGT du début des années 2000, le nouveau statut du travailleur salarié de 2008, les manifs saute-moutons généralisées de 2009.

Mais, l'importance de ce congrès et la rupture avec le précédent, vient du fait que de nombreux éléments de la collaboration de classe figurent explicitement dans le document d'orientation et que les éléments habituels de « langage de classe » figurant dans les précédents documents, pour donner des gages aux syndicalistes de lutte des classes, sans en penser le moindre mot, ont quasiment disparu. Le niveau catastrophique de l'analyse, en-dehors complètement de la lecture de classes de la société capitaliste, de la compréhension de son fonctionnement est une nouveauté qui accroît la dérive. La collaboration de classe est accélérée, avec l'officialisation de la dépendance à l'intersyndicale permanente, la division en trois de ce qui relève de la Sécurité sociale de 1945, et, surtout, la fameuse ligne de la lutte contre « l'extrême-droite » que nous avons analysée en détail plus haut.

Pour la première fois, la grève comme seul moyen d'action permettant de gagner est remise en cause, par des allusions à d'autres moyens d'action, mais aussi par l'invention de victoires imaginaires et par la focalisation sur les lieux de décisions politiques au détriment des lieux de l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Et l'obsession de l'extrême-droite cache de moins en moins ce virage essentiel : la CGT n'a plus comme ennemi la classe dominante, le Capital, mais un seul des courants idéologiques la représentant, épargnant les autres. On remplace le combat exploités contre exploités par le combat d'une union au-delà des classes contre une autre, une forme de corporatisme, contre une autre.

Ce que confirme le congrès concernant la CGT

Une approbation nette de l'orientation

Les syndicats présents ou représentés au congrès ont très majoritairement approuvé le bilan et la démarche de la direction sortante, dont les principaux membres ont été reconduits à l'issue du congrès. Le bilan d'activité a été approuvé par plus de 81 % des exprimés et le document d'orientation par près de 75 %. Rien n'a pu dévier les congressistes de cette approbation enthousiaste, même au moment du débat le plus tendu, celui du démantèlement programmé de la Sécurité sociale. La rapporteuse de la commission, Fabienne Rouchy, a pu dire dans son introduction, en parlant de la sécurité sociale professionnelle et du nouveau statut du travail salarié : « *Mais ces concepts ne sont pas tous complètement compris ni partagés, les très nombreux amendements reçus en témoignent, malgré les journées d'études déployées en territoire au cours du mandat écoulé. Des amendements ont proposé de dresser le bilan de l'appropriation de ces repères revendicatifs, la commission a fait le choix d'inclure davantage d'explications dans le texte et propose de mettre en place rapidement un travail collectif d'approfondissement de ces sujets, en lien avec le 100% sécu, et de pousser les débats en poursuivant la mise à jour des repères revendicatifs confédéraux entamée lors du mandat qui s'achève.* ». C'est du pur langage patronal ou macroniste. Elle dit aux militants de la défense de la Sécurité sociale de 1945 : « Vous n'avez pas compris ; on va fabriquer des séances de formation pour vous laver le cerveau et on écrira tout cela dans les repères revendicatifs ». Ce langage de ministre expliquant qu'il faut faire plus de pédagogie n'a manifestement pas massivement choqué dans le congrès. Les interventions véhémentes de plusieurs délégués, à propos du bilan de la lutte de 2023, ou des fausses victoires, ou encore du tournant électoraliste n'ont pas non plus bouleversé les congressistes. Manifestement, la salle était acquise dès le début et nombre de congressistes ont préféré faire des selfies avec Sophie Binet et non s'intéresser à l'enterrement progressif de la lutte des classes. Le plus significatif, peut-être, est que la réduction à minima des questions internationales dans le texte, couplée à l'accueil des délégations étrangères la veille du congrès (même si ce n'est pas la première fois) et à un meeting de la CES et la CSI grotesque n'a pas non plus suscité de réaction. Pourtant, ce sujet est à la fois le plus brûlant et le plus négligé du document d'orientation. On y trouve des absences abyssales. Rien sur l'impérialisme, même pas le mot ! Aucun début d'analyse de ce qu'est l'Union européenne ! Aucun recul sur l'histoire des confédérations syndicales internationales ! Et le trou sans fond de la Palestine, sans une once d'explication ou de dénonciation de la question coloniale ! Encore moins d'allusion à l'importance pour nous, travailleurs de France, de la question palestinienne !

Méconnaissance des enjeux et écœurement des militants de lutte des classes

Cette approbation et absence de réaction ne sont pas vraiment une surprise, elles sont un reflet fidèle de l'état de la CGT profonde, en tout cas de la plupart de ses cadres intermédiaires. Cet état se caractérise avant tout, pour nombre de militants, même formés par la CGT, par une incompréhension politique de ce qui se passe aujourd'hui, en France et dans le monde, du stade du capitalisme, de son fonctionnement, de l'antagonisme de classe fondamental. A quelques exceptions près, la CGT semble aujourd'hui une machine fonctionnant toute

seule, à vide, dans la seule perspective de continuer à exister et à se renforcer, et dans celle, beaucoup plus cachée, de perpétuer les sinécures de ses dirigeants, du syndicat à la confédération. Nous avons déjà noté le peu de réactions au document d'orientation, le congrès a largement confirmé nos inquiétudes.

Nombre de militants de la CGT pensant à raison qu'il n'y a pas grand-chose à gagner dans un congrès confédéral, tout est ficelé de A jusqu'à Z et qu'il n'y aura aucune surprise. Certes, le 53^{ème} congrès, en mars 2023, a au contraire, suscité un grand intérêt et servi de tribune visible aux militants de la CGT de lutte des classes. Mais cet élan est aujourd'hui brisé ; la souris dont la montagne du 53^{ème} congrès a accouché n'y est pas pour rien. Après un congrès ayant vu le réveil des militants, à travers notamment le refus de voter le rapport d'activité et des changements notables introduits dans le document d'orientation, retrouver une direction confédérale encore moins attachée à la lutte des classes que la précédente a forcément refroidi les syndicalistes de lutte. La stratégie des salles feutrées où blablater sans rapport de force, des quelques journées d'action concédées pourvu qu'elles soient éloignées les unes des autres, de l'intersyndicale permanente passée du statut de moyen à celui de but en soi, en a dégoûté beaucoup. La défaite de la lutte contre la réforme des retraites de Macron et l'organisation de la casse du mouvement né du refus du budget de Bayrou, le 10 septembre 2025, ont soit facilité la résignation, soit fini de convaincre les syndicalistes de lutte qu'il n'y avait rien à attendre de la direction confédérale actuelle, et donc de son congrès, qu'elle a soigneusement bouclé.

D'autres raisons plus profondes et plus pernicieuses

Parlons de l'évolution de ce que nous appelons : la « CGT profonde » ; en particulier les cadres intermédiaires. Un nombre désormais non négligeable de ces cadres à tous niveaux de la CGT ne veut plus entendre parler de lutte des classes, et surtout pas de lutte contre les menaces de guerre, encore moins de solidarité avec la Palestine libre. De plus en plus, le rideau se déchire et la CGT apparaît pour ce qu'elle est : une machine creuse, tournant à vide seulement pour elle-même, afin de préserver des sinécures de permanents en décharge dans la fonction publique, ou salariés de la CGT, échappant partiellement ou totalement au monde du travail et ne souhaitant surtout pas y retourner. D'où l'emploi du mot sinécure : il est plus tranquille d'être dirigeant permanent, au moins en partie, d'une Union Départementale CGT plutôt que de se frotter aux conditions de travail délétères de la plupart des salariés ; et cela entraîne une vision du réel partiellement ou complètement déformée, des gestions de carrière de la part de professionnels du syndicalisme et des préoccupations bien loin de celles des salariés. Il ne s'agit plus du tout, concernant ces militants, de changer le monde, de dénoncer le capitalisme et de préparer sa chute, mais de poursuivre un parcours sans trop d'embûches et, pour cela, ne surtout pas critiquer l'orientation confédérale. Ce second point est d'autant plus important que ceux qui critiquent vertement, à raison, le projet de document et l'orientation de collaboration de classe de la CGT, de manière très argumentée, ne l'évoquent jamais. Le point de vue du Parti Révolutionnaire Communistes est différent. La direction confédérale, pensons nous, est désormais loin d'être la seule contaminée par le cancer de la collaboration de classe, cette maladie gagne des strates de la CGT, le ver est complètement dans le fruit et cette situation doit être éclairée et dénoncée. Les salariés voient de plus en plus l'intégration au système de la CGT, à l'instar des autres syndicats. Mais ils voient aussi, de plus en plus, que la CGT ne leur est pas toujours utile, surtout, par exemple, quand elle se contente de lutter pour partir avec un pactole au lieu de lutter clairement pour empêcher une fermeture d'usine ou un plan de licenciements.

En conclusion

Pour autant, le congrès a pu permettre de noter la présence toujours active de syndicalistes de lutte des classes en son sein. Mais, le rapport des forces interne leur est défavorable. Ils n'ont pas pu peser sur le contenu du document d'orientation traduisant la conversion de la CGT à la collaboration de classe de manière assumée. Le syndicalisme révolutionnaire ne se suffit pas à lui-même. Ce qui manque aux prolétaires, depuis des décennies, c'est un parti révolutionnaire puissant, pesant sur la vie sociale et le rapport de force idéologique. L'absence d'un tel parti a pesé sur la CGT, elle a permis sa dérive, arrivée à un point de non-retour avec ce document.

Le Parti Révolutionnaire Communistes est attaché à l'existence d'un syndicalisme de lutte des classes et à sa dimension internationale. Cette bataille il faut la mener et ne pas laisser les mains libres à la direction confédérale. Les syndicats de base, les syndiqués doivent se réapproprier l'organisation syndicale dont ils ont besoin afin qu'elle prenne les chemins des principes fondamentaux sur lesquels elle s'est construite : un syndicalisme de lutte de classe anticapitaliste.

Et, pour cela, nous appelons les camarades à réfléchir à l'évolution globale, politique, sociale et idéologique en France depuis la fin des années 80. La fin du parti révolutionnaire a causé la fin de la CGT de lutte des classes. Nous avons tous besoin, nous les travailleurs d'un syndicalisme de lutte des classes, sans compromis, sans intégration au système, sans aucune confiance en l'État bourgeois. Mais, dans ce but, il existe un besoin absolu de la reconstruction du parti ouvrier révolutionnaire. C'est ce à quoi œuvre le Parti

Révolutionnaire Communistes depuis sa création en 2002. Ce combat est indissociable de celui pour retrouver un syndicalisme de lutte des classes.